

Brochure n° 3135

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 489. – INDUSTRIES DU CARTONNAGE**

AVENANT N° 3 DU 27 OCTOBRE 2014  
À L'AVENANT DU 11 FÉVRIER 2010  
RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1550045M  
IDCC : 489

Entre :  
La FFC,  
D'une part, et  
La FG FO construction ;  
La FILPAC CGT ;  
La FCE CFDT ;  
La FIBOPA CFE-CGC,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent avenant aménage les dispositions de l'avenant n° 136 du 11 février 2010 « Régime frais de santé » (ci-après dénommé l'avenant) aux regards des dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 et du décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014 relatifs au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire (ci-après dénommé les décrets).

Il aménage, par ailleurs, les niveaux de couverture et de cotisation au regard de l'analyse des résultats du régime et de l'évolution de la législation sur la taxation.

**Article 2**

*Bénéficiaires du régime*

Le troisième alinéa de l'article 6 de l'avenant n° 136 susmentionné est modifié comme suit :

« Peuvent être dispensés d'affiliation, au choix du salarié, et à condition d'apporter la preuve d'une affiliation auprès d'un autre assureur :

- les salariés sous contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois, couverts par ailleurs par une assurance individuelle souscrite pour le même type de garanties ;
- à tout moment de leur affiliation, les salariés qui bénéficient d'un remboursement de frais de santé obligatoire en tant qu'ayant droit de leur conjoint, dans le cadre d'un dispositif de pré-

voyance complémentaire remplissant les conditions mentionnées au sixième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. »

Les autres dispositions de l'article 6 de l'avenant restent inchangées.

### **Article 3**

#### *Cotisations*

Le premier alinéa de l'article 7 de l'avenant n° 136 susmentionné est modifié comme suit :

« Les cotisations contractuelles afférentes au risque frais de santé seront désormais fixées, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, à 44 € pour les salariés relevant du régime général et à 28,50 € pour les salariés relevant du régime local de la sécurité sociale d'Alsace-Moselle. »

Les autres dispositions de l'article 7 de l'avenant restent inchangées.

### **Article 4**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### **Article 5**

#### *Dépôt et extension*

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente, conformément aux articles du code du travail et les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent à l'expiration du délai légal d'opposition.

Fait à Paris, le 27 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)